

Pouvoir d'emprunt—Loi

Après que le gouvernement libéral eut inauguré l'impôt sur les gains de capital, le premier ministre et le ministre de l'Agriculture de l'époque promirent de changer la date de l'évaluation. Puis ils se sont assis à la Chambre et pendant quatre ans ont refusé de faire quoi que ce soit. Chaque fois que nous les interrogeons à ce sujet, ils répondaient que c'était pour bientôt. Alors même qu'ils reconnaissaient tous les deux que cet impôt tuait l'initiative, ils refusaient d'intervenir. Ils ont ainsi tué l'initiative chez des centaines de Canadiens. L'exonération de l'impôt sur les gains de capital va créer des emplois.

L'impôt sur les gains de capital a gâché l'existence de nombreux Canadiens qui voulaient prendre leur retraite, mais qui ne pouvaient pas le faire parce que le gouvernement s'emparerait d'une partie de leurs économies, leur seule source de revenu à la retraite. Il a également fait perdre des emplois, car s'ils avaient pu vendre leur exploitation agricole à leur homme engagé, celui-ci aurait pu embaucher du monde. De nombreux emplois auraient pu ainsi se créer dans toutes les régions du Canada.

Les libéraux déclarent que si les Canadiens ont élu ce gouvernement, c'est parce qu'ils voulaient un changement. S'ils l'ont élu, c'est en fait qu'ils en avaient plein le dos des politiques libérales qui ne menaient à rien et qui décourageaient l'initiative. Voilà pourquoi ils nous ont élus. Notre budget va créer des emplois et réduire le déficit. C'est peut-être pour cela que les libéraux et les néo-démocrates sont si en colère.

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, je remercie le bon Dieu de ne pas être un conservateur. À écouter l'argumentation de notre collègue, ce qu'il est en train de dire, c'est que si cela permet aux agriculteurs de vendre leurs terres, c'est cela qui crée de l'emploi. Monsieur le Président, tous les agriculteurs qui ont l'intention de continuer à travailler dans le domaine de l'agriculture et de continuer à créer des emplois sur leurs terres ont dénoncé le fait que cette mesure-là n'était pas pour les agriculteurs mais pour les agriculteurs à la retraite, et cela n'aide d'aucune façon ceux qui ont besoin d'aide, ceux auxquels le ministre des Travaux publics (M. La Salle) a promis une subvention. Les producteurs de porc du Québec! Cela ne les aide pas parce que leur propriété a perdu tellement de valeur... du gain en capital, il n'y en a pas.

Monsieur le Président, quand il dit que cela va créer des emplois, est-ce que l'achat d'un condominium en Floride va créer des emplois au Canada? La réponse est très simple, il n'en est pas question. Il n'y a aucune restriction dans le généreux cadeau fait aux riches par le ministre des Finances pour ce qui est de la création d'emplois au Canada, pour les Canadiens, et c'est cela la fraude de leur Budget, c'est autant créer des emplois en achetant des œuvres d'art en Europe que des condominiums en Floride ou une villa au Portugal. Tous ces éléments-là vont être acceptés par le généreux ministre des Finances qui a juste pensé à faire plaisir aux grosses poches plutôt qu'aux citoyens ordinaires... mais pour leur faire payer, qui va donner aux autres, monsieur le Président? Dans ce sens-là, je pense que si mon honorable collègue connaissait le petit monde et les gens qui connaissent des difficultés... et prenons les personnes âgées, il devrait avoir honte de parler de la défense des personnes âgées quand son propre ministre des Finances est en train de leur faire perdre leur pouvoir d'achat sur leur pension de base. Et c'est cela qui est inacceptable. Lui, il parle des personnes âgées qui ont beaucoup d'argent, mais

que fait-il des millions de personnes âgées qui n'ont que leur pension pour vivre, qui d'ici cinq ans vont perdre 30 p. 100 de leur pouvoir d'achat à cause de l'action de son ministre des Finances? Et il a le front de cautionner cela. C'est complètement inacceptable, monsieur le Président.

• (1630)

[Traduction]

M. Taylor: Tout ce que je puis dire, monsieur le Président, c'est que les dernières observations du député ne sont que des sornettes. Il ne comprend pas le système. Tout ce que comprennent les libéraux, c'est emprunter de l'argent, nationaliser, dépenser les deniers publics et endetter davantage le pays. C'est tout ce qu'ils ont fait durant 16 ans. Le député est encroûté.

Qu'il ne vienne pas me dire que les gains en capital ne créent pas d'emplois. J'ai parlé hier à la Chambre d'un homme qui disait vouloir donner de l'expansion à son entreprise et créer de l'emploi pour sept personnes, mais qui ne le ferait jamais tant qu'existerait l'impôt sur les gains en capital.

Le député ne comprend même pas l'agriculture. Les libéraux prétendent que nous voulons que les agriculteurs vendent leurs terres. Des gens qui ont passé 40 ou 50 années de leur vie à travailler la terre ont droit à la retraite dans la dignité. C'est ce que les libéraux leur ont refusé. Le budget MacEachen ne leur permettait même pas de placer leur argent dans un REER. J'ignore comment un libéral peut prendre la parole sans rougir comme une pivoine. Ils ont causé du tort aux Canadiens de condition modeste et ont tué la motivation.

Nous avons un nouveau gouvernement qui fait naître une ère nouvelle où nous donnerons aux gens une chance de vivre et une chance d'avoir un emploi. C'est ce qui contrarie tellement le député. Nous faisons ce que son gouvernement a refusé de faire.

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour l'honorable député, pour son âge, mais très peu pour son jugement. Sa conscience sociale devrait lui permettre de penser que la coupure que son ministre des Finances est en train de faire pour les personnes âgées affecte les gens pauvres qui n'ont peut-être pas une terre ou un gain de capital de \$500,000. Quand il parle des agriculteurs qui ne pouvaient pas se retirer, je regrette, monsieur le Président... Le ministre des Finances d'alors, M. Marc Lalonde, avait justement permis une exemption de \$300,000 qui couvrait l'ensemble des terres raisonnables au niveau de la valeur. Les cultivateurs que je connais du moins étaient très satisfaits de cela parce qu'un gain de capital dépassant \$300,000... On devrait peut-être demander à ces gens-là de faire aussi leur contribution au niveau de la société, monsieur le Président, et au niveau de l'impôt. Bien sûr, je comprends l'honorable député de vouloir donner toute la chance à ceux à qui tout appartient. Quand il parle de justice, dans les yeux de l'honorable député, cela veut dire donner le plus à ceux qui en ont. C'est cela la différence entre un progressiste conservateur et un libéral. Nous avons une conscience sociale. On ne se fait pas strictement dicter sa conduite par ce qui s'appelle le pouvoir et l'attrait de l'argent. Il y a deux choses qui mènent l'honorable député: c'est le désir du gain et la peur de la perte. Et dans ce sens-là, je pense qu'il